
Conférence du désarmement

Français

Compte rendu définitif de la mille cinq cent quatre-vingt-unième séance plénière

Tenue par visioconférence le vendredi 11 juin 2021, à 10 heures (heure d'été normale d'Europe centrale)

Président(e) : M. Salomon Eheth(Cameroun)



Le Président (*parle en anglais*) : Chers collègues, je déclare ouverte la 1581^e séance plénière de la Conférence du désarmement. Avant de passer à nos travaux d'aujourd'hui, j'ai le plaisir de souhaiter une chaleureuse bienvenue à S. E. M. Stuart Harold Comberbach, Ambassadeur et Représentant permanent du Zimbabwe auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève. Au nom de mon gouvernement et au nom des autres Présidents de cette année et de la Conférence, je saisis cette occasion pour vous assurer, Monsieur, de notre entière coopération et de tout notre appui dans vos nouvelles fonctions.

Chers collègues, avant de présenter officiellement le Ministre Wang Yi, qu'il me soit permis, au nom de mon pays et au nom des autres Présidents, de remercier très sincèrement la Chine d'avoir pris cette initiative ô combien pertinente lors de ce débat de haut niveau de la Conférence du désarmement. Nous exhortons les autres États membres à faire suite à cette initiative afin de renforcer le travail de cette instance, et je souligne qu'elle est pleinement cohérente avec les principaux objectifs des Nations Unies, tels qu'ils sont inscrits dans l'Article 1 de la Charte des Nations Unies, consistant à maintenir la paix et la sécurité internationales.

Je donne maintenant la parole à S. E. M. Wang Yi, Conseiller d'État et Ministre des affaires étrangères de la Chine.

M. Wang Yi (Chine) (*déclaration vidéo préenregistrée, parle en chinois*) : À Genève, la Conférence du désarmement s'emploie à réaliser l'aspiration commune de l'humanité, qui est de forger des épées pour en faire des socs de charrue et se développer pacifiquement. Elle a joué un rôle important dans l'histoire de la maîtrise des armements et du désarmement au niveau international et a apporté une contribution historique au maintien de la paix et de la sécurité internationales. Aujourd'hui, alors que l'épidémie du siècle sévit dans un monde en pleine mutation, la Conférence devrait s'attaquer directement aux changements profonds et complexes qui caractérisent l'actuel paysage stratégique mondial et affirmer sans ambiguïté son engagement premier à maintenir la stabilité stratégique mondiale, promouvoir le processus international de maîtrise des armements et défendre le multilatéralisme.

En janvier dernier, au Forum économique mondial de Davos, le Président chinois Xi Jinping a clairement et fermement affirmé qu'il était nécessaire de laisser le flambeau du multilatéralisme éclairer le chemin de l'humanité. Le multilatéralisme est la voie que le monde doit suivre et les pays ne doivent en aucun cas s'en écarter. Ils doivent au contraire s'attacher à un nouveau concept de sécurité commune, complète, concertée et durable et travailler à promouvoir les processus internationaux de maîtrise des armements, de désarmement et de non-prolifération.

Nous devons renforcer la coopération dans l'intérêt multilatéral, promouvoir la paix et la sécurité par la coopération, lutter pied à pied contre la mentalité de la guerre froide et les jeux à somme nulle, et œuvrer pour la sécurité de tous.

Nous devons défendre l'équité et la justice, renforcer l'autorité et l'efficacité du mécanisme multilatéral de désarmement dont l'ONU doit constituer le centre, rejeter l'exceptionnalisme et la duplicité, et œuvrer pour une sécurité universelle.

Nous devons défendre une conception globale de la gouvernance, résoudre les difficultés persistantes dans le domaine de la sécurité et adopter des politiques globales visant à éliminer les menaces qui pèsent sur la sécurité en privilégiant une sécurité durable.

Cette année sera marquée par le cinquantième anniversaire du rétablissement du siège légitime de la République populaire de Chine à l'Assemblée générale des Nations Unies. Au cours de ces cinquante années, la Chine a pleinement participé aux affaires des Nations Unies et largement contribué à la paix et au développement. Selon la sagesse plurimillénaire chinoise, un pays qui recherche l'hégémonie est condamné à l'échec et aucune puissance montante ne doit aspirer à l'hégémonie. La Chine est fermement déterminée à suivre le chemin du développement pacifique. Elle mène une politique étrangère pacifique et indépendante et poursuit sans faiblesse une politique de défense nationale purement défensive. La Chine est l'État doté d'armes nucléaires qui mène la politique la plus stable, la plus cohérente et la plus prévisible. Depuis le jour où elle a pris possession d'armes nucléaires, la Chine a plaidé sans ambiguïté pour l'interdiction complète et l'élimination

totale de ces armes dans le monde et pris l'engagement sans équivoque à ne pas être la première à employer l'arme nucléaire, quelles que soient la période et les circonstances. Elle mène depuis longtemps une politique non soumise à conditions consistant à ne pas utiliser ou menacer d'utiliser les armes nucléaires contre des États qui n'en sont pas dotés ou contre des zones exemptes d'armes nucléaires. Sans se dérober à ses obligations internationales en matière de désarmement et de maîtrise des armements, la Chine a toujours maintenu ses forces nucléaires au niveau minimum requis pour assurer sa propre sécurité. La Chine n'est jamais entrée en compétition avec quelque pays que ce soit pour ce qui concerne le niveau et le nombre de ses forces nucléaires.

La promotion constante des processus internationaux de maîtrise des armements, de désarmement et de non-prolifération est un moyen important de préserver la paix et la sécurité mondiales et une marque concrète de respect et de promotion du multilatéralisme. S'agissant de la façon de faire avancer ces processus, la Chine propose de suivre les approches suivantes :

Premièrement, sauvegarder conjointement la stabilité stratégique mondiale.

Le désarmement nucléaire doit toujours être guidé par les principes d'équité, de rationalité et de réduction graduelle et équilibrée. Les deux principaux États dotés d'armes nucléaires doivent encore réduire dans des proportions significatives et de façon vérifiable, irréversible et juridiquement contraignante leurs arsenaux nucléaires respectifs et créer ainsi les conditions propices à un processus de désarmement nucléaire multilatéral.

Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité doivent affirmer ensemble le principe fondamental selon lequel une guerre nucléaire ne peut être gagnée et ne doit donc pas être menée. Ils doivent aussi coopérer plus activement à la réduction des risques stratégiques et approfondir leur dialogue stratégique de façon à promouvoir la confiance sur un large éventail de questions de sécurité.

Il y a plus de vingt ans que la Chine a proposé que les cinq États dotés d'armes nucléaires concluent un traité par lequel ils s'engageraient à ne pas être les premiers à utiliser ces armes et qu'elle a elle-même soumis un projet de traité dans ce sens, une initiative qu'elle continuera à promouvoir avec persévérance. La Conférence du désarmement doit immédiatement ouvrir des négociations sur un instrument juridique international sur des garanties de sécurité négatives aux États non dotés d'armes nucléaires et progresser sur le fond dès que possible.

La Chine est opposée à la mise au point et au déploiement par certains pays de systèmes antimissiles à portée régionale ou mondiale qui fragilisent la stabilité stratégique et au déploiement de missiles terrestres à portée intermédiaire à proximité d'autres pays.

Deuxièmement, respecter les traités internationaux sur la maîtrise des armements.

Le régime institué par le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires revêt une importance unique et spécifique. Les États parties au Traité doivent trouver l'équilibre entre les trois grands objectifs de l'instrument que sont le désarmement nucléaire, la non-prolifération nucléaire et l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire et revitaliser cet instrument en cette nouvelle période historique afin de renforcer son rôle dans la préservation de la paix et de la sécurité du monde et de contribuer au développement durable.

Tous les États parties doivent soutenir le développement et le fonctionnement du régime de vérification du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et continuer d'œuvrer à une prompte entrée en vigueur de cet instrument. Tous les États dotés d'armes nucléaires doivent honorer l'engagement qu'ils ont pris de déclarer un moratoire sur les essais nucléaires. La Conférence doit continuer à se préparer aux négociations sur un traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires et déployer des efforts de fond pour faire en sorte qu'un tel traité atteigne le double objectif de désarmement et de non-prolifération nucléaires.

La Chine appelle tous les pays concernés à s'acquitter scrupuleusement de leurs obligations au titre de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques et à achever dès que possible la destruction de leurs stocks d'armes chimiques et des armes chimiques abandonnées. Elle est également prête à considérer son adhésion au Traité sur le commerce

des armes comme une occasion de participer plus activement aux efforts internationaux visant à prévenir les transferts illicites d'armes classiques et entend appuyer l'initiative « faire taire les armes » proposée par les pays africains.

Troisièmement, résoudre les problèmes liés à la non-prolifération par la négociation.

Le Plan d'action global commun relatif à la question nucléaire iranienne est un succès important de la diplomatie multilatérale que le Conseil de sécurité a confirmé dans ses résolutions, et il est aussi un pilier du régime international de non-prolifération nucléaire en même temps que de la paix et de la sécurité au Moyen-Orient. Le comportement unilatéral agressif des États-Unis est à l'origine du problème nucléaire iranien, et la levée en premier des sanctions contre l'Iran est la bonne façon de procéder pour restaurer l'Accord. Étant donné que les négociations engagées entre les États-Unis et l'Iran pour que l'Accord soit à nouveau respecté sont entrées dans leur dernière phase, les parties doivent parvenir dès que possible à prendre une décision politique et intensifier leurs efforts diplomatiques afin de remettre l'Accord sur les bons rails. La Chine plaide pour la création d'une plateforme multilatérale de dialogue sur la sécurité dans la région du Golfe et pour l'édification progressive d'une architecture de sécurité commune, globale, durable et fondée sur la coopération au Moyen-Orient. Elle appuie également la création d'une zone exempte d'armes de destruction massive dans la région et est prête à œuvrer pleinement à la réalisation de cet objectif.

En dépit des tendances régionales et mondiales, la Chine a toujours insisté pour que la paix et la stabilité de la péninsule coréenne soient préservées et pour que la question soit réglée par le dialogue et la concertation. Elle plaide pour que soit réalisé le double objectif de la dénucléarisation complète de la péninsule et de la mise en place d'un mécanisme permanent de maintien de la paix conformément à l'approche à deux voies et au principe prévoyant l'adoption simultanée de mesures graduelles. Elle est prête à continuer à travailler sans relâche avec toutes les parties afin de faire progresser le processus de règlement politique et d'instaurer une paix et une stabilité durables dans la péninsule.

Quatrièmement, améliorer la gouvernance mondiale en matière de sécurité dans les domaines émergents.

Il apparaît de plus en plus urgent de prévenir la militarisation de l'espace et une course aux armements dans cet environnement. La Chine appelle de ses vœux l'ouverture rapide, à la Conférence du désarmement, de négociations sur un traité visant à prévenir une course aux armements dans l'espace, et elle se félicite des positions constructives adoptées par toutes les parties concernant le projet de traité proposé conjointement par la Chine et la Russie.

Un cyberspace pacifique et sûr fondé sur la coopération est d'une importance fondamentale pour tous les pays et pour le monde. L'Initiative mondiale sur la sécurité des données proposée par la Chine vise à répondre aux préoccupations communes de toutes les parties et prévoit des solutions constructives pour préserver la sécurité des données mondiales et la cybersécurité. Récemment, la Chine et la Ligue des États arabes ont adopté une initiative commune de coopération sur la sécurité des données qui reflète le désir commun des deux parties de sauvegarder la cybersécurité et la sécurité des données. La Chine est prête à utiliser cette initiative comme base pour travailler avec toutes les parties et édifier des règles mondiales de gouvernance numérique.

La généralisation de l'intelligence artificielle dans le domaine militaire a fait naître de nombreuses préoccupations juridiques, humaines, éthiques et de sécurité. La Chine est disposée à travailler avec toutes les parties pour trouver à une solution mondiale au problème posé par les systèmes d'armes létaux autonomes.

Les technologies émergentes sont comme des épées à double tranchant. Nous devons autant que possible empêcher leur militarisation tout en évitant d'entraver leur utilisation pacifique et de faire obstacle à la coopération internationale, notamment en empêchant certains pays de prendre la science et la technologie en otage au nom de leur sécurité nationale. L'ONU doit jouer un rôle central en la matière. La Chine prévoit de soumettre cette année à l'Assemblée générale un projet de résolution visant à promouvoir au sein de l'ONU un processus international ouvert à tous, transparent et équitable visant à traiter de manière plus équilibrée le lien entre la prolifération et les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.

La nouvelle flambée épidémique d'infection pulmonaire à coronavirus met en évidence les nouvelles difficultés qui se posent s'agissant de la gouvernance de la biosécurité mondiale, et les pays doivent travailler ensemble pour ériger des barrières sûres à travers une coopération internationale plus étroite. La Chine appuie la création d'un mécanisme de vérification dans le cadre de la Convention sur les armes biologiques et engage les États-Unis à renoncer à sa position d'unique opposant à la négociation d'un protocole sur la vérification annexé à la Convention. La Chine a toujours plaidé pour une recherche responsable dans les sciences du vivant. Des scientifiques chinois et étrangers sont récemment parvenus à un accord sur les Directives de biosécurité de Tianjin pour l'élaboration de codes de conduite à l'intention des scientifiques. Nous encourageons toutes les parties prenantes à adopter volontairement ces directives et à promouvoir ensemble le processus international de discussion en la matière. La Chine soutient l'initiative du Président du Kazakhstan, M. Tokayev, visant à créer une agence internationale de biosécurité. Elle appuie également l'initiative russe pour une convention internationale visant à réprimer les actes de terrorisme chimique et biologique.

L'ONU a pour importante mission de sauvegarder la paix et la sécurité internationales. La Chine remercie chaleureusement le Secrétaire général, M. Guterres, de son Programme pour le désarmement, dont elle continuera à promouvoir l'exécution.

En tant qu'unique instance multilatérale de négociation dans le domaine du désarmement, la Conférence du désarmement doit s'adapter au rythme de notre époque et s'efforcer d'innover. Les États membres doivent renforcer leur coordination, prendre pleinement en compte les préoccupations légitimes de chacun, élaborer dès que possible un programme de travail complet et équilibré et engager un travail de fond à une date rapprochée. En tant que membre responsable de la Conférence du désarmement, la Chine est prête à travailler sans relâche avec tous les autres membres afin de promouvoir le processus de maîtrise des armements, de désarmement et de non-prolifération et de contribuer à l'édification d'un monde où règne une paix durable et une sécurité universelle.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie le Conseiller d'État et Ministre des affaires étrangères de la Chine pour sa déclaration. Je donne maintenant la parole à toutes les délégations qui souhaitent s'exprimer. Le premier orateur sur ma liste est le Représentant du Bélarus. Je donne la parole à M. Yury Ambrazevich, Ambassadeur du Bélarus.

M. Ambrazevich (Bélarus) (*parle en russe*) : Monsieur le Président, au nom de la République du Bélarus, je remercie la délégation de la République populaire de Chine d'avoir apporté un élément de nouveauté aux travaux de la présente session de la Conférence du désarmement et je remercie le Ministre des affaires de ce pays, M. Wang Yi, de nous avoir livré une déclaration riche d'inspiration.

Je note que la vision qu'il nous a exposée est conforme à la position de la République du Bélarus sur les questions de désarmement et de sécurité internationale, laquelle a été présentée en détail par M. Vladimir Makei, notre Ministre des affaires étrangères, dans le cadre du débat de haut niveau de la Conférence du désarmement, en février dernier.

À l'image de ses partenaires chinois, la République du Bélarus est convaincue de l'importance d'une démarche multilatérale pour résoudre les problèmes actuels relatifs à la sécurité internationale. Seule la reprise d'un dialogue international constructif nous permettra de surmonter les tensions militaires et politiques et de rétablir la confiance partout dans le monde.

Nous appelons tous les États à entreprendre une action concertée à l'échelle internationale fondée sur les principes de respect des aspects fondamentaux du droit international, tels que la reconnaissance sans conditions de la souveraineté des États sur leur territoire, à l'image d'une Chine une et indivisible.

Le Bélarus accueille positivement les initiatives que la Chine a prises dans le cadre de la Conférence du désarmement, y compris celles qui concernent la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Nous soulignons également l'importance du rôle de l'Organisation de Shanghai pour la coopération dans la promotion de la stabilité et de la sécurité dans une des plus vastes régions du monde. Le Bélarus, qui participe à cette organisation en qualité d'observateur, coopère activement avec ses partenaires chinois dans un large éventail d'activités.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie l'Ambassadeur du Bélarus. L'orateur suivant est l'Ambassadeur du Zimbabwe. Je donne la parole à M. Stuart Harold Comberbach, Ambassadeur du Zimbabwe.

M. Comberbach (Zimbabwe) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, qu'il me soit d'emblée permis de vous féliciter pour votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement et de vous assurer de l'appui et de la coopération indéfectibles de ma délégation dans l'exercice de votre mandat.

C'est la première fois que je prends la parole devant la Conférence du désarmement depuis que j'ai pris mes fonctions de Représentant permanent du Zimbabwe auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève. C'est pour moi un immense plaisir de me joindre à cette communauté exceptionnelle de représentants permanents accrédités auprès de la Conférence du désarmement. Je vous remercie de vos chaleureuses paroles de bienvenue, remerciements que j'adresse également à l'ensemble de mes collègues.

La Conférence a joué un rôle fondamental dans la négociation et la conclusion d'accords clefs dans le domaine de la maîtrise des armements, dont le dernier en date – le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires – a été négocié et conclu avec succès il y a plus de vingt ans. Le Zimbabwe partage le sentiment de déception engendré par notre incapacité à progresser depuis l'adoption de ce Traité par l'Assemblée générale en 1996. Depuis lors, la situation dans le domaine des armements s'est compliquée avec la sophistication de plus en plus poussée de certaines armes nucléaires et de leurs vecteurs qui, nous le savons, menacent de plus en plus l'humanité et sa survie.

Le Zimbabwe est favorable à l'élimination totale des armes nucléaires, seule garantie absolue contre leur utilisation ou la menace de leur utilisation. Nous appelons également à la conclusion d'un instrument universel, non soumis à conditions et juridiquement contraignant pour garantir efficacement les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de l'emploi de ces armes, en attendant leur élimination complète.

Je réaffirme cependant que le fait d'apporter des garanties négatives aux États non dotés d'armes nucléaires ne fera que donner un sentiment de sécurité trompeur, car seule l'élimination totale des armes nucléaires permettra d'honorer et de défendre pleinement de telles garanties. C'est pourquoi nous appelons une nouvelle fois les États dotés d'armes nucléaires à entamer de bonne foi des négociations sérieuses visant à réduire, éliminer et, enfin, interdire toutes les armes nucléaires.

Au cours de la session de 2019, mon prédécesseur a présenté une proposition ambitieuse visant à instaurer une certaine continuité dans les travaux de la Conférence. Cette proposition, qui reposait sur l'idée d'un programme de travail pluriannuel basé sur la reconduction, année après année, d'un programme de travail concerté, reflétait, de mon point de vue, la frustration que nous ressentions tous face à l'horizon limité à quatre semaines de chaque présidence de la Conférence. Nous avons écouté avec attention et aussi avec satisfaction les observations et les autres idées nées de cette proposition pendant le débat que nous avons jugé constructif entre les collègues qui recherchaient sincèrement un moyen d'aller de l'avant.

Nous pensons qu'il nous faut prendre ensemble les mesures nécessaires pour enrayer ce que l'on pourrait appeler la dérive institutionnelle ou l'érosion du mandat de la Conférence et tâcher de refaire de cette instance non plus l'instance délibérative qu'elle est aujourd'hui, mais l'instance de négociation qu'elle était appelée à être. Il faudra, pour y parvenir, une volonté politique plus forte et une meilleure connaissance des différentes positions, afin d'empêcher la poursuite de la polarisation et de la politisation des débats. Tous les États devront s'engager délibérément et de manière concertée à restaurer la confiance dans cette instance fondamentale et à rétablir sa crédibilité.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie l'Ambassadeur du Zimbabwe et je donne la parole à M. Juan Quintanilla Román, Ambassadeur de Cuba.

M. Quintanilla Román (Cuba) (*parle en espagnol*) : Monsieur le Président, qu'il me soit tout d'abord permis de vous féliciter d'avoir accédé à la présidence de la Conférence du désarmement et de vous assurer de l'appui de mon pays à votre présidence et aux missions qui vous ont été confiées au sein de cet important organe de l'ONU.

C'est pour Cuba un honneur de participer à la séance plénière d'aujourd'hui, séance au cours de laquelle nous avons écouté l'intervention de S. E. M. Wang Yi, Conseiller d'État et Ministre des affaires étrangères de la Chine. Cette intervention était très générale et complète et abordait de nombreuses questions de premier plan pour la sécurité internationale. À l'image de nombreuses autres délégations, nous sommes heureux d'entendre que le Gouvernement chinois a réitéré son engagement en faveur du désarmement, de la non-prolifération et du multilatéralisme.

Cuba estime, comme la Chine et beaucoup d'autres pays, que les principales difficultés que l'humanité rencontre dans ce domaine peuvent être résolues par une action multilatérale qui place au premier plan le respect, le dialogue et la coopération. Il est particulièrement gratifiant et positif que des personnalités aussi éminentes que le Ministre chinois des affaires étrangères participent aux travaux de la Conférence du désarmement. Nous assurons la Chine de l'amitié du peuple et du Gouvernement cubains et sommes prêts à continuer à travailler à la réalisation du mandat de cette instance.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie l'Ambassadeur de Cuba et donne la parole à M. Ramz Elsayed, Représentant de l'Égypte.

M. Elsayed (Égypte) (*parle en anglais*) : Permettez-moi tout d'abord de saisir cette occasion pour souhaiter au Représentant permanent du Zimbabwe la bienvenue à la Conférence du désarmement, lui souhaiter plein succès dans sa mission et l'assurer du plein appui de ma délégation.

Ma délégation remercie le Ministre des affaires étrangères de la Chine, pays avec lequel l'Égypte entretient d'excellentes relations bilatérales, pour ses remarques pertinentes et pour l'allocution qu'il a prononcée devant la Conférence du désarmement à un moment clef.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie le Représentant de l'Égypte et donne la parole à M. Zenebe Kebede Korcho, Ambassadeur de l'Éthiopie.

M. Korcho (Éthiopie) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter pour votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement. Vous pouvez compter sur l'appui de ma délégation.

Je voudrais à mon tour remercier M. Wang Yi, Conseiller d'État et Ministre des affaires étrangères de la République populaire de Chine, dont je souscris pleinement à l'importante déclaration. L'Éthiopie attache une grande importance à un système multilatéral fonctionnel et basé sur des règles. En fait, le multilatéralisme est à la base de sa diplomatie. À cet égard, l'Éthiopie contribue utilement et de manière constructive à la vie des Nations Unies, non seulement sur les questions touchant à la paix et à la sécurité, mais encore dans d'autres domaines qui intéressent et préoccupent le monde entier, tels que les changements climatiques, la réduction de la pauvreté et le développement durable.

Autre élément d'importance, l'Éthiopie, qui a signé les principaux instruments sur le désarmement en tant que membre responsable de la communauté internationale, est attachée aux principes de maîtrise des armements, de désarmement et de non-prolifération des armes de destruction massive et des nouveaux moyens et méthodes de guerre tels que les cyberattaques.

En conclusion, je réaffirme que l'Éthiopie appuie avec force la reprise, en tant que priorité absolue, des travaux de fond entrant dans le mandat de la Conférence du désarmement, unique instance capable de négocier des instruments juridiquement contraignants sur le désarmement.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie l'Ambassadeur de l'Éthiopie. L'orateur suivant sur ma liste est M. Gonçalo de Barros Carvalho e Mello Mouro, Ambassadeur du Brésil et également l'un des Présidents de la présente session annuelle de la Conférence.

M. De Barros Carvalho e Mello Mouro (Brésil) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, permettez-moi en premier lieu de souhaiter une chaleureuse bienvenue à notre estimé collègue zimbabwéen, l'Ambassadeur Stuart Comberbach, Représentant d'un autre pays pacifique qui vient de rejoindre la Conférence, et de lui souhaiter plein succès dans sa mission à Genève.

Même si nous ne sommes malheureusement pas en train d'effectuer le travail de fond dont notre Conférence a la charge et qui est de négocier, je voudrais adresser les compliments de ma délégation à M. Wang Yi, Ministre chinois des affaires étrangères, et le remercier d'être venu s'adresser à nous aujourd'hui pour présenter la position de son pays sur les questions à l'examen. Écouter un membre de la plus haute autorité diplomatique chinoise expliquer la position de son pays est un moment marquant qui fait avancer les débats thématiques que nous tenons ici.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M. de Barros Carvalho e Mello Mouro, Ambassadeur du Brésil. Je donne maintenant la parole à M. Frank Tressler Zamorano, Ambassadeur du Chili.

M. Tressler Zamorano (Chili) (*parle en espagnol*) : Monsieur le Président, je vous félicite d'avoir accédé à la présidence de la Conférence. Nous vous remercions pour le calendrier détaillé de nos débats thématiques. Le nombre de déclarations que nous avons écoutées démontre tout l'intérêt que les délégations portent à leur participation à nos travaux. Nous saisissons cette occasion pour adresser nos salutations et nos remerciements aux présidences précédentes de la session annuelle de la Conférence du désarmement, à savoir la Belgique, le Brésil et la Bulgarie, ainsi qu'à la prochaine présidence, le Canada.

Nous reconnaissons l'intérêt de la formule consistant à réunir les six Présidents de la session annuelle de 2021 ainsi que leur prédécesseur et leur successeur immédiats pour diriger nos travaux spécifiques, et saluons la participation de S. E. M. Wang Yi, Conseiller d'État et Ministre des affaires étrangères de la Chine à notre séance d'aujourd'hui, laquelle participation témoigne de l'importance que la République populaire de Chine attache à la Conférence du désarmement. Aujourd'hui plus que jamais, l'engagement de chacun est nécessaire pour revitaliser et améliorer les travaux de la Conférence du désarmement. L'engagement de la Chine au service du désarmement, de la paix et de la sécurité dans le monde est particulièrement bienvenu.

Nous devons remettre la Conférence du désarmement au travail, sachant que son rôle naturel est de négocier des traités ou des instruments ouvrant la voie à un monde exempt d'armes de destruction massive. Nous considérons la tendance actuelle avec inquiétude et espérons qu'il nous sera possible de trouver un consensus et de rétablir la prééminence du rôle de cette instance. Le Chili présidera la Conférence en août prochain, après le Canada et avant la République populaire de Chine. Dans ce contexte, soyez assurés que nous collaborerons étroitement au renforcement de cette noble institution.

Nous nous réjouissons de continuer à travailler avec vous et avec les États observateurs dans les semaines qui viennent, en particulier lorsque nous accèderons à notre tour à cette responsabilité.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie l'Ambassadeur du Chili et donne la parole à M^{me} Zhanar Aitzhanova, Ambassadrice du Kazakhstan.

M^{me} Aitzhanova (Kazakhstan) (*parle en anglais*) : Je commencerai par exprimer ma gratitude à M. Wang Yi, Conseiller d'État et Ministre des affaires étrangères de la République populaire de Chine, pour l'allocution qu'il a prononcée devant la Conférence du désarmement dans le cadre du débat de haut niveau de sa session de 2021.

Nous partageons pleinement le point de vue du Ministre selon lequel il est primordial de préserver et renforcer la Conférence du désarmement, dont la règle du consensus forme le principe de base. Nous appelons tous les participants à faire preuve de volonté politique et à surmonter leurs divergences de façon à pouvoir revitaliser les travaux de la Conférence. Comme vous le savez, le Kazakhstan est fermement convaincu que le désarmement nucléaire, un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles, la prévention d'une course aux armements dans l'espace et les garanties de sécurité négatives doivent demeurer en tête des priorités de la Conférence du désarmement.

Le Kazakhstan est particulièrement reconnaissant à la Chine d'avoir appuyé la proposition de son Président, Kassym-Jomart Tokayev, concernant la création d'un organe multilatéral spécial – l'agence internationale de sécurité biologique – qui serait responsable devant le Conseil de sécurité. Cette proposition, particulièrement pertinente dans le contexte mondial actuel, souligne à quel point il est urgent de mettre sur pied un organe multilatéral chargé de coordonner l'application de la Convention sur les armes biologiques.

Je souligne qu'un document d'orientation a récemment été distribué aux Missions permanentes à Genève et que nous comptons engager des discussions approfondies sur cette proposition avec toutes les délégations intéressées.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie l'Ambassadrice du Kazakhstan et je donne la parole à la Représentante du Kenya, M^{me} Anne Keah.

M^{me} Keah (Kenya) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous transmettre les excuses de S. E. M. Cleopa Mailu, Ambassadeur et Représentant permanent du Kenya, qui n'a pu se joindre à nous ce matin en raison d'autres engagements officiels. Par ailleurs, je vous félicite sincèrement d'avoir accédé à la présidence de la Conférence du désarmement et vous remercie de la direction éclairée que vous donnez à nos travaux. Soyez assuré de l'appui et de la coopération indéfectibles du Kenya durant votre présidence.

La délégation kényane se joint à vous pour souhaiter la bienvenue à l'Ambassadeur du Zimbabwe et lui transmettre nos vœux de succès pour sa mission. La délégation kényane salue également l'allocution prononcée par M. Wang Yi, Conseiller d'État et Ministre des affaires étrangères de la République populaire de Chine, dans le cadre du débat de haut niveau de la session de 2021 de la Conférence du désarmement, et souligne les excellentes relations bilatérales que nos deux pays entretiennent.

Le Kenya réaffirme que la Conférence du désarmement est l'unique instance multilatérale de négociation dans le domaine du désarmement. Depuis sa création, en 1978, lors de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale qui était aussi la première session extraordinaire consacrée au désarmement, le mandat unique de la Conférence sur les questions multilatérales de maîtrise des armements et de désarmement a fait de cette instance un cadre à part entière du maintien de la paix et de la sécurité mondiales.

Malheureusement, une fois encore, l'incapacité de la Conférence à adopter un programme de travail a à nouveau empêché cette auguste instance d'être à la hauteur de son mandat. La flexibilité, le pragmatisme et la volonté politique sont primordiaux pour faire sortir la Conférence de l'impasse qui la paralyse.

La délégation kényane exhorte les deux grandes puissances nucléaires à intensifier leur dialogue et leur coopération dans le but de renforcer davantage la maîtrise des armements au niveau international. Tout en accueillant positivement ces arrangements bilatéraux, le Kenya est fermement convaincu que des arrangements multilatéraux sont le moyen le plus efficace de rendre le monde plus sûr. Dans ce contexte, en sa qualité de membre non permanent élu au Conseil de sécurité, le Kenya plaidera pour un dialogue constant avec la Conférence du désarmement.

Ma délégation constate avec préoccupation que les transferts et le commerce illicites des armes légères continuent de menacer sérieusement la paix et la sécurité internationales. L'abondance des armes légères en circulation et l'abus de ces armes alimentent depuis trop longtemps les nombreux conflits inutiles qui sévissent dans le monde. C'est animé de cette conviction que, le 9 juin dernier, c'est-à-dire au début de cette semaine, S. E. M. Uhuru Kenyatta, Président de la République du Kenya et commandant en chef des forces de défense kényanes, a conduit la nation à brûler 5 144 armes illégales, démontrant ainsi la détermination du Kenya et sa volonté de faire face aux défis imposés par les armes légères. De même, le Kenya, en tant que Président désigné de la septième Réunion biennale des États chargée d'examiner l'application du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, qui se tiendra du 26 au 30 juillet 2021, est attaché au Programme d'action et à l'Instrument international de traçage.

Enfin, notre attachement au désarmement et au maintien de la paix et de la sécurité internationales est également démontré par le rôle que nous jouons en tant que présidence de l'Assemblée des États parties à la Convention sur les armes biologiques et à toxines. Nous saisissons cette occasion pour remercier les États parties à la Convention sur les armes biologiques de la flexibilité dont ils ont fait preuve pour parvenir à un consensus sur le calendrier des réunions qui, nous l'espérons, insufflera l'élan nécessaire dans la perspective de la neuvième Conférence des États parties chargée d'examiner la Convention sur les armes biologiques prévue en 2022. La pertinence de cette Convention, véritable instrument de paix et de sécurité internationales, de santé mondiale et de bien-être de l'humanité, est plus amplement démontrée aujourd'hui que jamais auparavant.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M^{me} Keah, Représentante du Kenya, et je donne la parole à M. Esmail Baghaei Hamaneh, Ambassadeur de la République islamique d'Iran.

M. Baghaei Hamaneh (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, puisque c'est la première fois que je prends la parole sous votre présidence, permettez-moi de vous féliciter, ainsi que le Cameroun, pour votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement.

Ma délégation salue la présence à la Conférence du désarmement de M. Wang Yi, Conseiller d'État et Ministre des affaires étrangères de la République populaire de Chine. Nous avons écouté les importantes observations de Son Excellence avec la plus grande attention. Nous prenons note avec satisfaction de l'attitude constructive et responsable de la Chine face aux processus de négociation pertinents et saluons l'engagement de ce pays en faveur du multilatéralisme.

Le multilatéralisme passe par le respect des processus collectifs d'établissement de normes et de règles, par le respect des résultats de ces processus et par un engagement au service des institutions internationales et de leurs mandats. L'objectif global de cet effort collectif est de servir en toute responsabilité le bien commun de la communauté internationale en privilégiant les intérêts partagés et en diminuant les menaces et les difficultés collectives. Malheureusement, l'unilatéralisme ne fait aucun cas des engagements pris par les différents pays aux termes d'accords bilatéraux ou multilatéraux ou même dans le cadre de résolutions du Conseil de sécurité. Les pays qui suivent la voie de l'unilatéralisme n'ont pas hésité à violer sans aucune justification leurs propres obligations souscrites au titre des traités bilatéraux et des accords multilatéraux auxquels ils sont parties.

L'unilatéralisme est la première cause de dégradation de l'environnement stratégique mondial. Il reste une menace constante pour le droit, l'ordre, la paix et la sécurité. Il continue, à travers des mesures coercitives unilatérales de toutes sortes, à mettre gravement en péril non seulement le droit international et les principes proclamés dans la Charte des Nations Unies, mais encore la vie et la dignité humaines. L'état de droit et le principe *pacta sunt servanda* sont les deux premières victimes de l'unilatéralisme et le mépris du droit, l'insécurité, la violence et le chaos en sont les principaux produits.

La République islamique d'Iran attache une grande importance à la Conférence du désarmement, unique instance multilatérale de négociation dans le domaine du désarmement, dont le mandat a été adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies dans le document final de sa première session extraordinaire consacré au désarmement et réaffirmé par l'Assemblée générale dans ses résolutions successives. En dépit de l'impasse frustrante qui la paralyse, la Conférence du désarmement demeure l'unique instance multilatérale de négociation sur le désarmement nucléaire, et nous devons tous en être conscients. La paralysie prolongée qui empêche la Conférence d'accomplir son mandat ne pourra prendre fin que si tous les membres, principalement les États dotés d'armes nucléaires, font preuve de volonté politique et honorent les engagements qu'ils ont pris dans le domaine du désarmement nucléaire.

L'année 2021 est marquée par plusieurs grands événements dans le domaine du désarmement et nous devons saisir cette occasion pour faire avancer la Conférence dans l'accomplissement de son mandat. L'année a commencé par l'entrée en vigueur, le 22 janvier, du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, qui montre à l'évidence que la communauté internationale aspire collectivement à un désarmement nucléaire total.

Nous espérons être en mesure de tenir prochainement en présentiel et à part entière la Conférence des Parties de 2020 chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Nous devons tout faire pour que la Conférence d'examen soit ambitieuse et qu'elle soit couronnée de succès. Les engagements pris antérieurement en faveur des trois piliers du Traité que sont le désarmement, la non-prolifération et les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire restent d'actualité et sont à la base de futurs progrès vers la réalisation des objectifs de l'instrument. La future Conférence d'examen doit impérativement envoyer un message sans équivoque indiquant que les armes nucléaires ne doivent plus jamais être utilisées et que le désarmement nucléaire est la seule garantie capable de préserver cet objectif. L'obligation de désarmement est universelle et non soumise à conditions.

Nous rejetons fermement toute initiative ou toute idée qui pourrait impliquer un rapport de conditionnalité pour les obligations en matière de désarmement nucléaire, à l'image de l'initiative appelée « Créer les conditions pour le désarmement nucléaire » ou de l'initiative visant à créer un environnement propice au désarmement nucléaire. De même, des notions telles que les garanties de sécurité positives ne feraient que contredire le mandat fondamental et la philosophie qui sous-tendent la Conférence du désarmement.

Je conclurai en disant que la République islamique d'Iran poursuit sa coopération constructive afin de contribuer à surmonter tous les obstacles qui entravent la paix et la sécurité régionales et internationales, en s'appuyant sur une approche responsable et ambitieuse.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie l'Ambassadeur de la République islamique d'Iran. L'orateur suivant sur ma liste est l'Ambassadeur de l'Argentine, M. Federico Villegas.

M. Villegas (Argentine) (*parle en espagnol*) : Monsieur le Président, puisque c'est la première fois que je prends la parole sous votre présidence, qu'il me soit tout d'abord permis de vous féliciter pour votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement et pour l'excellent travail que vous réalisez en organisant des débats thématiques sur les différents points de l'ordre du jour et en dirigeant le débat de haut niveau. Je souhaite également la bienvenue à notre nouveau collègue, le Représentant permanent du Zimbabwe.

Ma délégation salue la participation de S. E. M. Wang Yi, Conseiller d'État et Ministre des affaires étrangères de la République populaire de Chine, aux travaux de la Conférence du désarmement aujourd'hui. La participation des plus hautes autorités contribue à faire progresser nos échanges et nos débats et nous rappellent l'importance de cette auguste instance dans le renforcement de la paix et de la sécurité du monde. Cependant, pour que la Conférence du désarmement puisse atteindre cet objectif dont la réalisation est à la fois souhaitée et nécessaire, ses membres doivent faire en sorte que cette instance accomplisse le mandat qui lui a été confié en 1978 et qui est de négocier des instruments juridiquement contraignants sur le désarmement.

Dans ce contexte, je saisis cette occasion pour renouveler l'appel que ma délégation lance inlassablement en faveur d'une revitalisation des travaux de la Conférence à travers l'adoption d'un programme de travail susceptible de nous permettre de commencer à négocier de tels instruments. N'oublions pas qu'après des années de débats, plusieurs des questions dont nous sommes saisis, y compris la question des garanties de sécurité négatives, dont nous avons parlé la semaine dernière, sont désormais arrivées à maturité.

En ma qualité de Président de la sixième Conférence des États parties au Traité sur le commerce des armes tenue en 2020 et de Coprésident du Groupe de travail de l'universalisation du Traité au cours du cycle actuel, je saisis cette occasion pour féliciter la Chine d'avoir adhéré au Traité en juillet 2020. Compte tenu du rôle important que la République populaire de Chine joue dans le commerce international des armes classiques, son adhésion au Traité marque une étape importante de son histoire qui, nous l'espérons, incitera davantage de pays d'Asie (région largement sous-représentée parmi les Parties au Traité), mais aussi d'autres gros importateurs et exportateurs d'armes, à envisager de signer et de ratifier l'instrument.

Le Traité ne fait pas que réguler le commerce des armes. Il a aussi pour but de réduire la souffrance humaine, raison pour laquelle ma délégation continuera à n'épargner aucun effort pour promouvoir son universalisation.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie l'Ambassadeur de l'Argentine et donne la parole à l'oratrice suivante sur ma liste, qui est M^{me} Erika Martínez Liévano, Représentante du Mexique.

M^{me} Martínez Liévano (Mexique) (*parle en espagnol*) : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter pour la façon dont vous présidez les travaux de la Conférence du désarmement. Nous accueillons également positivement l'étroite coopération qui s'est établie entre les six Présidents de cette session annuelle afin de rendre nos travaux plus collaboratifs et de leur donner une vision plus globale pour cette année au lieu de privilégier une vision à court terme ou une vision centrée sur la défense d'intérêts exclusivement nationaux. Nous accueillons en outre positivement la coopération établie entre les six présidences de la présente session annuelle et leur prédécesseur et leur successeur immédiats. La participation du Bélarus et de la République populaire de Chine à l'organisation de nos travaux permet de donner année après année une certaine continuité aux efforts que nous déployons pour progresser sur les différentes et importantes questions dont la Conférence du désarmement est saisie.

Nous sommes heureux d'avoir pu accueillir au sein de cette auguste instance aujourd'hui S. E. M. Wang Yi, Conseiller d'État et Ministre des affaires étrangères de la République populaire de Chine, dans le cadre du débat de haut niveau de la session de 2021 de la Conférence du désarmement. Nous lui sommes reconnaissants d'avoir partagé avec nous sa vision de la façon de progresser dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération. Le Mexique est totalement d'accord sur l'importance du rôle du multilatéralisme dans la consolidation d'un monde sûr et pacifique et, en particulier, sur la réalisation de progrès tangibles et graduels vers l'édification d'un monde sans armes nucléaires. Nous espérons que les importantes déclarations de haut niveau faites en 2021 contribueront à stimuler l'engagement politique en faveur de la Conférence du désarmement et, en particulier, en faveur de l'appel renouvelé de mon pays au respect du mandat qui a été confié à cette instance par l'Assemblée générale dans le document final qu'elle a adopté à l'issue de sa première session extraordinaire consacrée au désarmement.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie la Représentante du Mexique de sa déclaration et je donne la parole à M. Soualem, Ambassadeur de l'Algérie.

M. Soualem (Algérie) : Monsieur le Président, j'aimerais tout d'abord vous remercier d'avoir organisé cette séance plénière. Je saisis cette occasion pour saluer notre collègue l'Ambassadeur du Zimbabwe et lui souhaiter une chaleureuse bienvenue.

La délégation algérienne souhaite également saisir cette occasion pour saluer la participation à cette séance de haut niveau de S. E. M. Wang Yi, Conseiller d'État et Ministre des affaires étrangères de la République populaire de Chine. Son Excellence nous a réaffirmé l'engagement de son pays pour la non-prolifération et son plein appui au multilatéralisme. Les questions évoquées sont d'une brûlante actualité et soulignent l'indivisibilité de la paix, de la sécurité et du développement. Mon pays partage cette approche, y compris la redynamisation de notre Conférence pour en faire le forum universel de discussion des questions de désarmement au service du bien commun et afin de réduire la menace, toutes les menaces.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie l'Ambassadeur de l'Algérie et je donne la parole à M. Khalil Hashmi, Ambassadeur du Pakistan.

M. Hashmi (Pakistan) (*parle en anglais*) : Ma délégation souhaite une chaleureuse bienvenue à M. Wang Yi, Conseiller d'État et Ministre des affaires étrangères de la République populaire de Chine, et le remercie pour la déclaration dans laquelle il a présenté une vision globale et collective d'un système de sécurité avancé ancré dans la Charte des Nations Unies et dans le droit international.

Nous remercions la Chine pour son appui résolu au multilatéralisme et à la vision commune de la sécurité internationale qu'il promet. Nous apprécions tout particulièrement la contribution de la Chine au renforcement de la paix et de la sécurité internationales et à la

promotion de la maîtrise des armements. Nous comptons collaborer étroitement avec la Chine et avec les autres membres de la Conférence du désarmement afin de promouvoir la maîtrise des armements et le désarmement international, lesquels représentent un outil essentiel de protection, de promotion et de préservation de la paix et de la sécurité mondiales.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie l'Ambassadeur du Pakistan. Je donne maintenant la parole à M. Andrey Belousov, Ambassadeur de la Fédération de Russie.

M. Belousov (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Je voudrais tout d'abord souhaiter la bienvenue à notre estimé collègue le Représentant permanent du Zimbabwe et lui souhaiter bonne chance et plein succès dans son travail à la Conférence du désarmement en particulier et à Genève en général.

Je remercie également nos collègues chinois d'avoir fait en sorte que S. E. M. Wang Yi, Ministre des affaires étrangères de la Chine, puisse livrer la déclaration que nous venons d'entendre, déclaration qui revêt une grande importance pour la Conférence du désarmement et qui nous a aidés à mieux comprendre l'idée que la République populaire de Chine se faisait des questions dont nous sommes saisis ici.

La Russie et la Chine sont liées par un partenariat stratégique et il est par conséquent très important pour la délégation russe d'entendre que les conceptions de nos deux pays sur la plupart des questions relatives au désarmement se rejoignent ou sont à tout le moins en harmonie.

M. Wang Yi a présenté un large éventail de questions qui sont directement liées à la sécurité internationale, et il est incontestable que la résolution de ces questions aura des répercussions bénéfiques sur le développement durable des États, des régions et de l'humanité tout entière. Dans ce contexte, le Ministre a envoyé un signal fort par lequel il nous a encouragés à réfléchir sur les efforts collectifs qu'il a décrits comme devant nous permettre de résoudre ces problèmes.

Le Ministre a également formulé l'important message selon lequel la Chine entendait continuer à appuyer activement les entités qui sont directement engagées dans le désarmement, la maîtrise des armements et la non-prolifération, démontrant ainsi que la République populaire de Chine défendait une conception équilibrée et responsable des activités de ces entités, dont la création reposait sur les principes d'égalité et du multilatéralisme et qui devaient relever le défi consistant à résoudre les problèmes les plus urgents en matière de maîtrise des armements, de désarmement et de non-prolifération.

Je remercie une nouvelle fois nos collègues chinois d'avoir rendu possible cette déclaration, laquelle est d'une grande importance aux yeux de la Fédération de Russie et, je l'espère, d'une grande utilité pour tous les États membres de la Conférence du désarmement.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M. Belousov, Ambassadeur de la Fédération de Russie. Je donne la parole à M. Osama Ali, Ambassadeur de la République arabe syrienne.

M. Ali (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : La délégation syrienne salue la participation de M. Wang Yi, Ministre des affaires étrangères de la République populaire de Chine, à la présente séance plénière de la Conférence du désarmement. Notre délégation a écouté avec la plus grande attention les différents points qu'il a abordés dans sa déclaration, déclaration qui a démontré sans équivoque que la Chine était engagée en faveur du multilatéralisme et appuyait le rôle vital que les Nations Unies jouaient dans la résolution des difficultés du monde d'aujourd'hui. M. Wang Yi a réaffirmé que la Chine était attachée au désarmement nucléaire et a évoqué la cohérence de ses politiques en matière de non-prolifération et de désarmement. Mon pays est, tout comme la Chine, convaincu que la Conférence du désarmement doit à nouveau jouer le rôle central qui lui revient dans le domaine du désarmement.

Enfin, ma délégation note avec une satisfaction particulière que le Ministre a réaffirmé que son pays était favorable à la création d'une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M. Ali, Ambassadeur de la République arabe syrienne. Je donne maintenant la parole à M. Indra Rosandry, Représentant de l'Indonésie.

M. Rosandry (Indonésie) (*parle en anglais*) : Ma délégation tient d'emblée à souhaiter la bienvenue à M. Stuart Comberbach, Ambassadeur et Représentant permanent du Zimbabwe à Genève, et à lui souhaiter plein succès dans sa mission à la Conférence du désarmement.

L'Indonésie saisit également cette occasion pour souhaiter la bienvenue ce matin à la Conférence du désarmement à M. Wang Yi, Conseiller d'État et Ministre des affaires étrangères de la République populaire de Chine. Nous prenons note de ses observations et de l'importance qu'il attache à cette auguste instance. En tant qu'État membre de la Conférence du désarmement, l'Indonésie accueille positivement tout effort susceptible de contribuer au renforcement de la confiance et au développement de la culture du dialogue et de la concertation entre États membres et de faire en sorte que cette instance puisse avancer et contribuer au maintien de la paix et de la sécurité.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M. Rosandry, Représentant de l'Indonésie, qui était le dernier orateur de ma liste. Je donne maintenant la parole à M. Robert Wood, Ambassadeur des États-Unis d'Amérique, qui souhaite s'exprimer au titre de l'exercice du droit de réponse.

M. Wood (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, je prends la parole pour exercer mon droit de réponse à la suite des observations de M. Wang Yi, Conseiller d'État de la Chine.

Tout d'abord, je tiens à dire que j'accueille positivement les observations du Conseiller d'État chinois concernant les positions de la Chine sur un certain nombre de questions. Je me réjouis de l'avoir entendu exprimer son intérêt pour l'apaisement des tensions mondiales. Cela me paraît important. Face à cette expression d'intérêt, mon Gouvernement appelle une nouvelle fois la République populaire de Chine à engager avec les États-Unis des discussions bilatérales sur la réduction du risque et la stabilité stratégique. Jusqu'à présent, la Chine a toujours dédaigné les efforts déployés par les États-Unis pour engager de tels pourparlers bilatéraux. Des discussions sur ces questions au sein d'instances multilatérales comme celles qui incluent les cinq membres permanents du Conseil de sécurité sont importantes, mais elles ne sont pas suffisantes pour apaiser les tensions et renforcer la stabilité stratégique.

L'objectif global des États-Unis a toujours été et restera de défendre un ordre international fondé sur des règles, qui contribue depuis plus de soixante-dix ans à préserver la paix et répandre la prospérité. Nous continuerons à nous opposer vigoureusement aux efforts déployés par certains États pour fragiliser cet ordre international ou tenter de le façonner à leur image autocratique.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie l'Ambassadeur des États-Unis d'Amérique. L'Ambassadeur Li Song a demandé la parole.

M. Li Song (Chine) (*parle en chinois*) : J'adresse tout d'abord une chaleureuse bienvenue aux Ambassadeurs du Zimbabwe et d'Iraq dans la famille de la Conférence du désarmement. J'ai hâte de communiquer et coopérer activement avec eux.

Je vous remercie, Monsieur le Président, et je remercie aussi le secrétariat pour les dispositions bienvenues que vous avez prises dans la perspective de la séance plénière d'aujourd'hui. Je remercie également la Secrétaire générale, M^{me} Valovaya, d'être personnellement présente à la séance plénière d'aujourd'hui. Je remercie en outre tous les ambassadeurs et tous les représentants pour leur participation, ainsi que tous ceux qui viennent de réagir positivement au message vidéo de M. Wang Yi, Conseiller d'État et Ministre des affaires étrangères de la Chine.

La séance plénière d'aujourd'hui démontre clairement que les États membres de la Conférence du désarmement sont, dans leur majorité, animés de la conviction inébranlable et du souhait ardent de défendre le multilatéralisme véritable, de faire avancer les processus internationaux de maîtrise des armements, de désarmement et de non-prolifération et de travailler à l'édification d'une sécurité commune dans le nouveau contexte international.

La délégation chinoise est prête à se joindre à l'effort que vous déployez sans relâche pour faire progresser les travaux de la Conférence du désarmement.

Enfin, je saisis cette occasion pour réagir brièvement à la réponse que vient de faire l'Ambassadeur des États-Unis.

La Chine n'a jamais refusé d'engager le dialogue avec les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, États-Unis compris, sur les questions relatives à la stabilité stratégique et à la sécurité. Nous souhaitons établir une communication franche avec les pays, y compris les États-Unis, sur les questions stratégiques liées à la sécurité et à la maîtrise des armements. Par un dialogue fondé sur l'égalité et le respect mutuel, nous renforceront la confiance mutuelle dans le domaine stratégique et travaillerons ensemble à la préservation de la sécurité et de la stabilité internationales.

J'espère aussi pouvoir travailler avec mes collègues américains pour faire avancer la Conférence et lui permettre d'apporter la contribution qui devrait être la sienne en tant qu'unique instance multilatérale de négociation dans le domaine du désarmement à la promotion constante d'un ordre stratégique international fondé sur le droit international et sur le processus multilatéral de maîtrise des armements.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie l'Ambassadeur de la Chine. L'Ambassadeur Wood, des États-Unis d'Amérique, souhaite à nouveau exercer son droit de réponse. Je lui donne la parole.

M. Wood (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, après avoir entendu la réponse que vient de faire l'Ambassadeur de la Chine, je voudrais poser une question, étant donné qu'il a déclaré que la Chine n'avait jamais refusé d'avoir des discussions bilatérales avec les États-Unis. Ma question est simple : la Chine est-elle prête à accepter, lors de la présente séance plénière, d'avoir des discussions bilatérales avec les États-Unis sur la réduction du risque et la stabilité stratégique ? C'est une question très simple à laquelle j'invite respectueusement mon collègue chinois à apporter une réponse.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie l'Ambassadeur des États-Unis d'Amérique. Monsieur l'Ambassadeur Li Song, vous avez la parole.

M. Li Song (Chine) (*parle en chinois*) : Monsieur le Président, j'ai toujours eu d'excellentes relations de travail avec l'Ambassadeur Wood, et je ne comprends pas pourquoi il se sent obligé de communiquer sans cesse par le truchement de la séance plénière de la Conférence du désarmement sur la question des discussions bilatérales entre la Chine et les États-Unis.

J'hésite à faire perdre leur temps aux États membres de la Conférence en répétant indéfiniment ces explications. Toutefois, puisqu'il a posé la question ici, je n'ai d'autre choix que d'ajouter quelques mots. Nous avons souligné à maintes reprises, y compris à l'époque de l'administration Trump, que la porte du dialogue entre la Chine et les États-Unis sur n'importe quelle question était toujours ouverte. En tant que membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, la Chine et les États-Unis devraient entretenir une communication normale sur des questions telles que la sécurité et la stabilité stratégiques internationales, la paix, la sécurité et la maîtrise des armements. Nous avons toujours manifesté une attitude positive sur cette base, y compris après le changement de gouvernement aux États-Unis. Mais pour autant que je sache, la nouvelle administration américaine ne nous a adressé ni proposition ni demande officielle, que ce soit dans les échanges entre capitales ou par les voies bilatérales, concernant un éventuel dialogue en ce domaine.

Je dirai donc ici que la Chine a toujours été ouverte au dialogue avec les États-Unis, sur la base de l'égalité et du respect mutuel, concernant les questions relatives à la sécurité et la stabilité stratégiques, à la maîtrise internationale des armements, au désarmement et à la non-prolifération.

Je crois que le dialogue sur ces questions doit être mis en place et mené entre nos deux capitales par les voies bilatérales. Je suis, pour ma part, toujours disposé à entamer une communication avec l'Ambassadeur Wood à n'importe quel moment sur les questions concernant la Conférence et les efforts multilatéraux de maîtrise des armements qui relèvent de notre champ de compétence.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie l'Ambassadeur Li Song. Une autre délégation souhaite-t-elle prendre la parole ? Cela ne semble pas être le cas. Chers collègues, je remercie une nouvelle fois M. Wang Yi, Conseiller d'État et Ministre des affaires étrangères de la Chine, pour la déclaration qu'il a livrée à la Conférence.

Notre prochaine séance plénière aura lieu le mardi 15 juin et sera consacrée à l'examen du point 5 de l'ordre du jour, intitulé « Nouveaux types et systèmes d'armes de destruction massive ; armes radiologiques ». Des informations complémentaires sur cette séance plénière vous seront communiquées par le secrétariat de la Conférence du désarmement.

La séance est levée à 11 h 25.